

Les médecins de famille suisses tirent la sonnette d'alarme

Communiqué de presse, 31 mars 2006

De meilleures conditions de travail, être mieux entendu lors des décisions de politique de la santé et des formations prégraduées et postgraduées proches de la pratique: telles sont les revendications des cinq organisations de médecin de famille et de généralistes qui entendent, par leur manifestation le 1^{er} avril prochain, attirer l'attention du public et des autorités sur la dégradation de la situation de la médecine de base en Suisse. Ils ont reçu le soutien de près de 300'000 patientes et patients qui ont signé la pétition intitulée «contre l'affaiblissement de la médecine de famille».

La médecine de famille garante d'une médecine de base humaine, économique et durable est dramatiquement menacée si la tendance actuelle d'une pénurie grandissante de médecins de famille n'est pas inversée. Pour la première fois dans leur histoire, les cinq organisations de médecins de premier recours, la **SSMG, la SSMI, la SSP, le CMPR** et le **FMP** appellent à une manifestation nationale de protestation pour dire clairement aux décideurs et à la population que les choses ne peuvent pas continuer ainsi.

Ce qui «à première vue peut paraître totalement inhabituel est la conséquence logique d'une profonde insatisfaction qui n'a fait que croître avec les années, a déclaré le Docteur Hansueli Späth, président de la Société suisse de Médecine Générale (SSMG) lors de la conférence des médias du 31 mars à Berne mais aussi «d'une prise de conscience de la part des médecins»: «Le mouvement est né de la révolte suscitée par les décisions du Conseil fédéral de novembre dernier, en particulier la baisse des tarifs de laboratoire.» Des horaires de travail et des temps de présence élevés, des limitations de compétences dans la gestion des cabinets, des injustices tarifaires avec TAR-MED et une pression grandissante des assureurs sont quelques-unes des raisons essentielles pour lesquelles les médecins de famille et les médecins de premier recours – avant tout dans l'intérêt des patientes et patients – tirent la sonnette d'alarme: «Notre profession perd de son attrait. Notre avenir est menacé.»

Ces trois derniers mois, comme le président de la SSMG l'a communiqué, plus de 300'000 signatures pour la pétition «contre l'affaiblissement de la médecine de famille et la menace d'une pénurie de médecins» ont été recueillies dans les cabinets et elles seront déposées au Palais fédéral à l'issue de la manifestation.

Le docteur Marc Müller, généraliste à Grindelwald et président du Collège de Médecine de Premier Recours (CMPR), a souligné le rôle irremplaçable du médecin de famille. Dans près de 90 pour cent des cas, le médecin de famille peut traiter les problèmes de santé à l'origine de la consultation et, en cas de besoin, transmettre le patient au spécialiste adéquat. Compte tenu des conditions de travail souvent difficiles, avec des semaines de 60 à 80 heures et les urgences à assumer souvent comme seul praticien responsable pour toute une région, il ne faut pas s'étonner que les jeunes praticiennes et praticiens souhaitent prendre d'autres orientations. «Le manque de médecins de famille dans les régions périphériques est déjà une réalité, la moyenne d'âge de ceux qui sont restés est supérieure à 50 ans», a déclaré Marc Müller. Outre les réformes à apporter dans la formation, Marc Müller a également demandé une évolution chez les médecins eux-mêmes vers de nouvelles formes d'organisation et davantage de cabinets en équipe.

«Limpide, positif, constructif et chaleureux»: tel doit être le message du 1^{er} avril du corps médical. «L'agressivité ou l'amertume» n'ont pas leur place, déclare

au nom de la Coordination des médecins suisses (FMH), son président, le docteur Jacques de Haller. Cette manifestation ne doit pas donner l'impression que les médecins ont des revendications financières «inconvenantes sous cette forme pour une profession dont les revenus moyens sont largement au-dessus de ceux de la population». Jacques De Haller se déclare confiant que les idées, projets et propositions de solution seront convaincantes pour l'opinion publique, le monde politique et les médias dans la mesure où il s'agit d'assurer «des soins optimaux pour tous».

Les organisations de médecins de premier recours et de médecins de famille ont reçu le soutien politique de la conseillère aux Etats Simonetta Sommaruga. Dans les réformes à venir du système de santé, la parlementaire fonde de grands espoirs sur les médecins de famille et de premier recours, dont la conception de la médecine repose sur une prise en charge globale du patient et qui sont par cela tout à fait appelés à jouer un rôle de pont «dans un débat au fort contenu idéologique et où chacun défend sa position». Simonetta Sommaruga donne son plein appui à la revendication d'une revalorisation de la médecine de premier recours dans la formation des médecins: elle doit devenir «partie intégrante de la formation prégraduée et postgraduée». «Et elle doit être aussi représentée au sein de la recherche», poursuit la politicienne de la santé. Le monde politique doit pour sa part veiller à ce que les «médecins de fa-



Foto: Severin Nowacki.

mille soient rétribués pour les importantes et complexes tâches de coordination qu'ils assument». «Les généralistes doivent également être prêts à revoir la conception qu'ils ont de leur profession; le cabinet du praticien isolé appartient au passé», a averti Simonetta Sommaruga. L'avenir appartient aux cabinets de groupe ou à la médecine de réseau: une médecine qui «valorise le médecin de premier recours; elle renforce la position des médecins vis-à-vis des caisses-maladie; elle est beaucoup plus sûre pour le patient et présente des avantages au niveau économique.»

Elwina Kaufmann, présidente de la FSAAM (Fédération suisse des associations d'assistantes médicales) a rappelé que le corps médical n'était pas le seul préoccupé par l'évolution actuelle. Elwina Kaufmann s'est en particulier engagée en faveur des quelque 800 à 900 assistantes médicales qui chaque année achèvent leur formation sur trois ans. Il s'agit d'assurer l'avenir de centaines de places d'apprentissage. Elwina Kaufmann a notamment plaidé pour un renforcement de la médecine ambulatoire. Selon la présidente de la FSAAM, il s'agit notamment de revenir sur la décision

d'une baisse des tarifs pour les analyses de laboratoire.

Bertrand Baumann
Chargé d'information SSMG
Rédacteur / Journaliste AJS
Holligenstrasse 43
3008 Berne
Tél. 031 381 94 09
Fax 031 381 22 50
courriel bbaumann@smile.ch